

Directive de l'état civil

CCQ 142-1 (4 avril 2011)

Correction d'une erreur relative à la langue dans laquelle un acte de l'état civil a été dressé

LOI : Code civil du Québec (L.Q., 1991, c. 64), articles 103, 108, 109, 142, 144, 145, 146.

La présente directive a pour but de préciser quels sont les principes applicables à la langue de délivrance des certificats et des copies d'actes de l'état civil.

LA LANGUE DE L'ACTE

1. Le registre de l'état civil du Québec est constitué de l'ensemble des actes de l'état civil et des actes juridiques qui les modifient. Avant le 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur du nouveau Code civil du Québec, les actes étaient dressés par les différents officiers publics autorisés à le faire (par exemple, les célébrants religieux dans les paroisses ou les protonotaires dans les palais de justice). Depuis le 1^{er} janvier 1994, le directeur de l'état civil est le seul officier de l'état civil chargé de dresser les actes de l'état civil.
2. La loi prévoit que le registre de l'état civil est tenu en deux versions : l'une papier et l'autre électronique.
3. Avant l'entrée en vigueur du nouveau Code civil du Québec, les officiers de l'état civil dressaient les actes en français ou en anglais, selon la langue des personnes concernées. Depuis le 1^{er} janvier 1994, le directeur dresse les actes de l'état civil, c'est-à-dire qu'il signe les déclarations qu'il reçoit, les date, y appose un numéro d'inscription et les insère dans le registre de l'état civil. Dès ce moment, les déclarations deviennent des actes d'état civil.
4. Pour faire une déclaration, un citoyen peut utiliser un formulaire en langue française ou un formulaire en langue anglaise, selon sa langue d'usage.
5. Les certificats ou copies d'acte délivrés relativement à un acte le sont dans la même langue que celle dans laquelle l'acte a été rédigé. Il en est de même pour les certificats et copies d'acte délivrés relativement à un acte dressé avant le 1^{er} janvier 1994.

MODIFICATION DE LA LANGUE DE PUBLICITÉ D'UN ACTE

6. Lorsqu'il est démontré qu'une erreur a été commise relativement au choix de la langue dans laquelle un acte a été rédigé, le directeur de l'état civil peut la corriger. Cette correction est faite dans la version électronique du registre.

7. Il peut en être ainsi lorsqu'une personne invoque que la langue utilisée par l'officier public au moment où l'acte a été dressé ou lors de la déclaration de l'événement l'a été de façon non intentionnelle, involontaire ou par inadvertance.
8. Les situations suivantes peuvent donner ouverture à une modification de la langue d'un acte dans la version électronique du registre :
- le choix de la langue au moment de la transcription de l'acte dans la version électronique du registre n'était pas le bon;
 - la déclaration relative à l'événement a été remplie dans une langue que, de toute évidence, le déclarant n'avait pas l'intention d'utiliser, par exemple
 - si le formulaire de déclaration de naissance n'était pas disponible dans la langue désirée;
 - si la déclaration a été faite dans une langue sans que le demandeur connaisse les conséquences sur la langue de publicité de l'acte;
 - si la déclaration de naissance d'un enfant n'a pas été faite dans la même langue que celle utilisée pour les déclarations concernant ses frères et sœurs;
 - si la déclaration a été faite dans une autre langue que la langue d'usage (français ou anglais) de la personne concernée par l'acte;
 - si les actes figurant au registre de l'état civil et concernant une même personne n'ont pas tous été dressés dans la même langue.
9. Une personne ne peut demander que la langue d'un acte soit modifiée pour la seule raison qu'elle préférerait obtenir un certificat ou une copie d'acte dans la langue de son choix. Par exemple, une personne dont l'acte de naissance a été dressé en français ne peut pas demander une telle modification parce qu'elle désire obtenir un certificat en anglais pour pouvoir le fournir à l'autorité d'un pays de langue anglaise.
10. La demande de modification de la publicité d'un acte de l'état civil doit être faite par écrit et signée par les personnes suivantes :
- dans le cas d'un acte de naissance, par les parents de l'enfant qui ont déclaré la naissance;
 - dans le cas d'un acte de mariage ou d'union civile, par les époux ou les conjoints;
 - dans le cas d'un acte de décès, par la personne qui a déclaré le décès ou par le liquidateur de la succession du défunt.

Approuvé par	Signature	Date
Denis Bouchard	(original signé)	2001-04-04
Pierre E. Rodrigue	(original signé)	2011-04-04